

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 MAI 1926.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910
organique des Conseils de prud'hommes (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

Malgré son désir de voir appliquer sans retard la nouvelle loi sur les Conseils de prud'hommes, le Sénat n'a pas cru pouvoir adopter sans quelques changements le projet que la Chambre lui avait transmis au mois de décembre dernier. Il a voté certains amendements, ayant pour objet :

- 1° L'application de la loi aux officiers de marine et aux coupeurs (art. 3 et 4);
- 2° La représentation des justiciables par les délégués des syndicats (art. 45 et 62);
- 3° La fixation du taux des jetons de présence des conseillers (art. 94);
- 4° La date de la mise en vigueur de la loi en ce qui concerne les employés (art. 124).

Nous exposerons, en peu de mots, la portée de ces modifications.

I. — Application de la loi à certains agents.

(Art. 3, 9°; 4, 5° et 4, 11° nouveau.)

Le projet rangeait dans la catégorie des ouvriers les membres des équipages des bâtiments de commerce, *sauf les officiers*; il y ajoutait *tous* les membres des équipages des bâtiments de pêche et du personnel des bateaux d'intérieur.

Or, aux termes du rapport du Sénat, les officiers de marine de toutes catégories veulent être admis à bénéficier de la juridiction des prud'hommes. Dans ce but, le Sénat a amendé les articles 3 et 4 : le texte proposé assimile aux

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 290.

(2) La Commission était composée de MM. Hallet, président, Brusselmans, Fieullien, Poncelet, Troolet, Van Wallegghem et Van Dievoet.

employés les officiers de la marine marchande, ainsi que les radiotélégraphistes et autres personnes qui, sur les bâtiments de commerce, sont occupées à un travail intellectuel.

D'autre part, les coupeurs et les coupeuses de l'industrie du vêtement ont demandé qu'on les assimilât formellement aux employés : d'où l'ajoute à l'énumération de l'article 4, 5°.

Ces dispositions n'ont rencontré aucune opposition au sein de votre Commission spéciale.

II. — *Représentation des justiciables par les délégués de leurs associations syndicales.*

(Art. 45 et 62.)

La Chambre avait voté une disposition en vertu de laquelle les parties ont le droit de se faire représenter à l'audience, soit par un avocat régulièrement inscrit ou un avoué, soit par une personne agréée par la chambre compétente, cette agrégation devant avoir lieu *d'office*, si le porteur de procuration est délégué d'une organisation syndicale. Le dernier membre de phrase donna lieu à un long échange de vues : il été finalement admis à la Chambre par 89 voix contre 60 et 5 abstentions.

Les adversaires de la disposition, parmi lesquels s'est rangé votre rapporteur, ont reconnu que les délégués des syndicats, tant patronaux qu'ouvriers, peuvent être d'excellents auxiliaires de la justice. Mais ils ont critiqué le caractère absolu du texte qui pouvait entraîner des abus, en ce qu'il obligeait le conseil à admettre l'intervention de tous les délégués, sans lui donner le pouvoir d'écarter, le cas échéant, les agents d'affaires déguisés et les indignes.

D'autre part, les partisans de l'amendement croyaient savoir que dans le passé, certains présidents avaient refusé d'agréer des délégués syndicaux, sans raison plausible.

Le Sénat s'est prononcé pour une formule transactionnelle. En principe, le Conseil demeure libre de ne pas agréer tel représentant qui ne lui paraîtrait pas présenter toutes garanties de sérieux et de loyauté. Cette solution constitue le droit commun : elle a été admise pour le tribunal de commerce (Loi du 13 juin 1869, art. 62) et pour la justice de paix (Loi du 11 février 1925, art. 3).

Mais, voici le tempérament : la décision serait sujette à l'appel, quelle que soit la valeur du litige; le justiciable pourrait exercer son recours de suite, sans attendre le jugement définitif; et le Conseil d'appel statuerait d'urgence.

Telle est la portée des amendements que le Sénat a apportés aux articles 45 et 62, et qui ont paru acceptables à la majorité de votre Commission.

III. — *Fixation du taux des jetons de présence.*

(Art. 94.)

Notre premier rapport a rappelé les raisons qui avaient engagé le Gouvernement à écarter la fixation du taux des jetons de présence par la Députation permanente. (*Doc., Ch., 1925-1926, n° 7, VIII*). Le projet avait établi une rémunération uniforme de 10 francs pour les conseillers de première instance (art. 94) et de 20 francs pour les conseillers d'appel (art. 123).

Le R. P. Rutten, rapporteur du Sénat, a fait à ce système une double objection : la détermination est trop uniforme, la puissance d'achat du salaire variant fréquemment depuis quelques années; d'autre part, le taux est trop minime, car, déjà à l'heure actuelle, il arrive que des prud'hommes n'assistent pas aux audiences, pour ne pas devoir renoncer à un salaire notablement supérieur au jeton de présence (*Doc., Sén., 1925-1926, n° 102*). Mu par ces considérations, le Sénat a rétabli le système actuellement en vigueur, abandonnant à la Députation permanente du Conseil provincial, la détermination du taux des jetons des conseillers de première instance.

Au cours de la discussion, M. Van Roosbroeck fit remarquer qu'il était, dès lors, peu logique de maintenir le jeton uniforme de 20 francs pour les conseillers d'appel. D'accord avec le rapporteur, il déposa un amendement, reprenant textuellement l'article 123 de la loi actuelle, qui porte ce qui suit : « Le Roi détermine la quotité des jetons de présence et des indemnités pour frais de déplacement qui sont alloués aux prud'hommes d'appel. » (*Ann., Sén., 1925-1926, 5 mai 1926, p. 821.*)

Les membres de votre Commission ne croient pas devoir combattre le système adopté par le Sénat. Quel que soit leur avis personnel sur la question, ils la considèrent comme trop peu importante pour s'y arrêter une nouvelle fois.

IV. — *Date de la mise en vigueur de la loi.*

(Art. 124.)

A l'heure actuelle, la juridiction des prud'hommes est devenue pratiquement inexistante pour la grande majorité des employés. L'article 4, 3° de la loi du 15 mai 1910 exclut, en effet, les travailleurs intellectuels dont la rémunération est supérieure à 6,000 francs par an. La Chambre a porté le taux à 24,000 francs, et le Sénat a adopté ce chiffre.

Mais, suivant une déclaration faite au Sénat par l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail, il faudra encore dix-huit mois avant qu'on puisse procéder à de nouvelles élections (*Ann., Sén., 1925-1926, 5 mai 1926, p. 821.*)

La plupart des employés demeureront-ils exclus de la juridiction du travail jusqu'au moment où les nouveaux conseils auront été installés? C'est ce que le Sénat n'a pas voulu. De là son amendement à l'alinéa 1^{er} de l'article 124 :

« Sauf en ce qui concerne la disposition de l'article 4 qui élève à 24,000 francs le taux de la rémunération au delà de laquelle les employés ne sont pas justiciables des conseils de prud'hommes, la mise en vigueur de la présente loi sera réglée par arrêté royal. »

Cela veut dire, explique le rapport au Sénat, que les employés dont le taux de 24,000 francs, seront justiciables du conseil de prud'hommes à partir du dixième jour après celui de la publication de la présente loi au *Moniteur* (Loi du 18 avril 1898, art. 4.)

Votre Commission se rallie à cette idée.

Il nous reste à vous signaler que le Sénat insiste auprès de la Chambre pour qu'elle vote sans tarder le texte du projet : « Je demanderai à l'honorable Ministre, disait M. Van Roosbroeck, d'employer toute son influence auprès de la Chambre

pour que le projet qui lui sera renvoyé, soit adopté rapidement. » (*Ann., Sén., 1925-1926, 5 mai 1926, p. 821.*) Et le R. P. Rutten, rapporteur, fit appel au Ministre afin qu'il obtienne que le projet soit discuté d'urgence par la Chambre et qu'il y soit voté... sans amendement! (*Ann., Sén., 1925-1926, 5 mai 1926, p. 821.*)

Qui d'entre vous, Messieurs, pourrait résister à ces appels? Soyons plus indulgents pour l'œuvre du Sénat, que le Sénat ne l'a été pour la nôtre. Acceptons ses amendements. Votons le projet sans y rien changer. Telle est la conclusion que vous soumet votre Commission spéciale.

Le Rapporteur,
E. VAN DIEVOET.

Le Président,
MAX HALLET.

(N^r 307)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 MEI 1926.

Wetsontwerp tot herziening van de bepalingen der wet van 15 Mei 1910
op de Werkrechtersraden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

Ondanks zijn verlangen de nieuwe wet op de Werkrechtersraden zonder uitstel te zien toegepast, heeft de Senaat gemeend het ontwerp, door de Kamer overgemaakt in de maand December l.l., niet te kunnen aannemen zonder er enkele wijzigingen aan toe te brengen. De Senaat heeft enkele amendementen aangenomen die voor doel hebben :

1° De wet toepasselijk te maken op de koopvaardij-officiëren en de coupeurs (art. 3 en 4);

2° De vertegenwoordiging van de rechtsonderhoorigen door de afgevaardigden van de syndicaten (art. 45 en 62);

3° De vaststelling van het bedrag der zitpenningen van de werkrechters (art. 94);

4° Den datum te bepalen van het in werking treden der wet wat betreft de bedienden (art. 124).

Wij zullen in enkele woorden de beteekenis van deze wijzigingen uiteenzetten.

I. — *Toepassing van de wet op sommige bedienden.*

(Art. 3, 9°, 4, 5° en 4, 11° nieuw.)

Het ontwerp rangschikte onder de werklieden het scheepsvolk op de koopvaardischepen, *behalve de officieren*; het voegde er *al* de leden bij van de bemanning der visschersbooten en van het personeel der binnenvaartschepen.

(1) Wetsontwerp, gewijzigd door den Senaat, n^r 290.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Hallet, *voorzitter*, Brusselmans, Fieullien, Poncelet, Troclet, Van Walleghem en Van Dievoet.

Volgens het verslag van den Senaat willen de koopvaardij-officiëren van alle categorieën toegelaten worden om gebruik te maken van de Werkrechtersraden. Met het oog daarop, heeft de Senaat artikelen 3 en 4 gewijzigd : de voorgestelde tekst stelt de koopvaardij-officiëren gelijk met de bedienden, evenals de radio-telegrafisten en andere personen die op de koopvaardij-schepen geestesarbeid verrichten.

Anderzijds, hebben de coupeurs en coupeuses in de kleedingsnijverheid gevraagd van uitdrukkelijk met de bedienden te worden gelijkgesteld : vandaar de toevoeging aan de opsomming van artikel 4, 5°.

Deze bepalingen hebben geen verzet ontmoet in den schoot van uwe Bijzondere Commissie.

II. — *Vertegenwoordiging van de rechtsonderhoorigen door de afgevaardigden van hunne syndicaten.*

(Art. 45 en 62.)

De Kamer had eene bepaling aangenomen, krachtens dewelke partijen het recht hebben zich ter terechtzitting te laten vertegenwoordigen, hetzij door een regelmatig ingeschreven advocaat of een pleitbezorger, hetzij door een door de bevoegde kamer toegelaten persoon, en deze toelating moest *ambtshalve* geschieden, wanneer de volmacht houder afgevaardigde is van eene syndicale inrichting. Het laatste lid van den zin gaf aanleiding tot eene lange gedachtenwisseling : het werd ten slotte in de Kamer aangenomen met 89 tegen 60 stemmen en 5 onthoudingen.

De tegenstanders van de bepaling, onder dewelke uw verslaggever, hebben toegegeven dat de afgevaardigden van de patroons- en werkliedensyndicaten uitstekende helpers van het gerecht kunnen zijn. Maar zij hebben zich verzet tegen het absolute karakter van den tekst, die tot misbruiken kon leiden, daar hij den werkrechtersraad verplichtte de tusschenkomst te aanvaarden van al de afgevaardigden, zonder hem de macht te geven in voorkomend geval de onwaardigen en degenen die er een zaakje willen van maken te kunnen weigeren.

Anderzijds, meenden de voorstanders van het amendement te weten, dat sommige voorzitters, eertijds zonder geldige reden, geweigerd hadden syndicale afgevaardigden toe te laten.

De Senaat heeft zich uitgesproken voor eene transactie-formule. In beginsel, blijft de Raad vrij al dan niet een afgevaardigde toe te laten, wanneer deze de vereischte waarborgen van ernst en eerlijkheid schijnt te missen. Deze oplossing is het gemeen recht; zij wordt aangenomen voor de rechtbanken van Koophandel (Wet van 13 Juni 1869, art. 62) en voor de vredegerichten (Wet van 11 Februari 1925, art. 3).

Doch de verzachting bestaat thans hierin : de beslissing wordt vatbaar voor beroep, welkdanig ook de waarde van het geschil weze; de rechtsonderhoorige kan onmiddellijk in beroep gaan zonder het eindvonnis af te wachten; en de Raad van beroep velt bij hoogdringendheid zijn vonnis.

Dat is de beteekenis van de wijzigingen welke de Senaat in de artikelen 45 en 62 heeft gebracht, en die aan de meerderheid uwer Commissie aannemelijk schijnen.

III. — *Vaststelling van het bedrag der zitpenningen.*

(Art. 94.)

In ons eerste verslag hebben wij aan de redenen herinnerd, waarom de Regeering het bedrag der zitpenningen liever niet door de Bestendige Deputatie wilde laten vaststellen (*Gedr. Kamerst.*, 1925-1926, n^o 7, VIII). Het ontwerp had ééne zelfde vergoeding van tien frank bepaald voor de werkrechters in eersten aanleg (art. 94) en van twintig frank voor de werkrechters in beroep (art. 123).

Eerw. Pater Rutten, verslaggever in den Senaat, heeft daartegen een dubbel bezwaar aangevoerd : de regeling is te gelijkvormig, omdat de koopkracht van het loon sedert enkele jaren herhaaldelijk verandert; het bedrag is, anderzijds, te gering; immers heden ten dage gebeurt het reeds dat werkrechters aan de zitting geen deel nemen om niet hun loon te verliezen, dat merkkelijk hooger staat dan het bedrag van den zitpenning (*Gedr. St.*, Senaat, 1925-1926, n^o 102).

Om deze redenen, heeft de Senaat de thans bestaande regeling weer ingevoerd, en aldus aan de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad de zorg overgelaten om het bedrag der zitpenningen van de werkrechters in eersten aanleg te bepalen.

Tijdens de behandeling, deed de heer Van Roosbroeck opmerken, dat het dienvolgens weinig logisch was de eenvormige zitpennig van twintig frank voor de werkrechters, in beroep te handhaven. In overleg met den verslaggever, diende hij een amendement in, waarbij de tekst van artikel 123 der bestaande wet zuiver werd overgenomen; het luidt als volgt :

« De Koning bepaalt het bedrag van de zitpenningen en van de vergoedingen voor reiskosten die aan de werkrechters in beroep worden verleend. » (*Handelingen*, Senaat, 1925-1926, 5 Mei 1926, blz. 821.)

De leden uwer Commissie hebben gemeend de regeling, door den Senaat aangenomen, niet te moeten bestrijden. Welk ook hun persoonlijk gevoelen over de quaestie weze, aanzien zij deze toch als niet belangrijk genoeg om er nogmaals blijven stil bij te staan.

IV. — *Datum van het in werking treden der wet.*

(Art. 124.)

Vooralsnu, is de rechtsmacht der werkrechters practischerwijs schier zonder uitwerking geworden voor de groote meerderheid der bedienden. Inderdaad, krachtens artikel 4, 3^o der wet van 15 Mei 1910, worden de geestesarbeiders, wier wedde 6,000 frank 's jaars overschrijdt, uitgesloten.

De Kamer heeft thans het bedrag der wedde op 24,000 frank gebracht en dit cijfer werd door den Senaat aangenomen.

Volgens eene verklaring van den Minister van Nijverheid en Arbeid in den Senaat, zullen er nog achttien maanden moeten verlopen, alvorens nieuwe verkiezingen kunnen plaats grijpen. (*Hand.*, Senaat, 1925-1926, 5 Mei 1926, blz. 821.)

Zullen de meeste bedienden uitgesloten blijven van de rechtspraak van den arbeid, tot wanneer de nieuwe raden ingesteld zijn? Dit heeft de Senaat willen

vermijden. Derhalve heeft hij het volgende amendement op het eerste lid van artikel 124 aangenomen.

« Behalve wat betreft de bepaling van artikel 4, dat tot 24,000 frank de bezoldiging opvoert boven dewelke de bedienden niet meer onder de bevoegdheid der werkrechtersraden vallen, wordt het in werking treden dezer wet bij Koninklijk besluit geregeld ».

Dit wil zeggen, volgens het aan den Senaat voorgelegde verslag, dat de bedienden wier bezoldiging niet het bedrag van 24,000 frank overschrijdt, onder de bevoegdheid der werkrechtersraden vallen, van af den tienden dag na dien van de bekendmaking der wet in den *Moniteur* (Wet van 18 April 1898, art. 4).

Uwe Commissie keurt die gedachte goed.

Er blijft nog aan te stippen dat de Senaat aandringt bij de Kamer opdat zij zonder verwijl het ontwerp zou aannemen. « Ik zal den Minister vragen, zei de heer Van Roosbroeck, al zijn invloed bij de Kamer te gebruiken opdat het ontwerp dat haar overgelegd wordt, spoedig aangenomen worde. » (*Handelingen*, Senaat, 1925-1926, 5 Mei 1926, blz. 821.) En de E. P. Rutten, verslaggever, deed beroep op den Minister om te bekomen dat het wetsontwerp dringend door de Kamer zou besproken en aangenomen worden... zonder amendement! (*Handelingen*, Senaat, 1925-1926, 5 Mei 1926, blz. 821.)

Wie onder U, mijne Heeren, zou aan deze oproepingen willen weerstaan? Laat ons inschikkelijk zijn ten aanzien van het werk van den Senaat, dan hij het was ten aanzien van het onze.

Laat ons zijne amendementen aannemen en het ontwerp goedkeuren zonder er iets aan te veranderen. Dit is het besluit dat uwe Bijzondere Commissie U onderwerpt.

De Verslaggever,
E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,
MAX HALLET.